

Eric de La Maisonneuve

BLOC-NOTES

Au fil d'une pandémie...

Anglet, avril-mai 2020

Dimanche de Pâques, 12 avril 2020...

Un mois bientôt d'enfermement solitaire ! On appelle cela le « confinement », terme d'une rare inélégance mais qui correspond bien à la mode langagière. Je préférerais le « cantonnement » qui rappelle de bons souvenirs militaires : on demeure dans ses « quartiers » ; il laisse en outre supposer un rayon d'action, un petit bout d'autonomie. Par ailleurs, même si le terme est approprié, je réserverai l'assignation à résidence au vocabulaire judiciaire. Depuis vingt-huit jours exactement, les travaux domestiques, ménagers et jardiniers, occupent le reste du temps qui n'est pas consacré à la lecture des journaux et à l'écoute des médias. En réalité, je suis un privilégié, seul dans ma maison d'Anglet et, pour la première fois depuis ces six années que j'y habite par intermittence, j'ai la chance de suivre pas à pas la montée du printemps, le grand emballement de la nature. La solitude et l'emploi du temps sont émaillés, par la grâce des réseaux bien nommés sociaux, de quasi quotidiennes vidéo conférences. On est seul mais débordé, passant d'un téléphone à l'autre, d'une chaîne de télé à sa concurrente, des journaux du matin au « grand Quotidien » du soir, ouf ! Vivement la nuit et l'extinction des feux. Mais l'observation du bourgeonnement et cette effervescence médiatique n'interdisent pas de lever le nez de l'actualité, de refaire le film qu'on visionne par petits bouts et d'essayer, avec toute l'humilité nécessaire, d'y comprendre quelque chose.

Les origines chinoises

Je reviens au 20 janvier, où les événements se précipitent en Chine. Le président XI Jinping, étonnamment silencieux jusque-là, prend enfin la mesure de la situation épidémique et met Wuhan, la tentaculaire capitale du Hubei, en état de siège à partir du...23 janvier, soit la veille du Nouvel an chinois. Résultat : *cing millions* de Wuhanais, trop heureux de fuir ce diable de coronavirus enfin dénoncé, profitent de ce délai inespéré et prennent la tangente par tous les moyens de transport disponibles, soit pour retourner dans leur province natale chez leurs vieux parents, soit pour tenter de se faire oublier dans des lieux moins mal famés, quelques-uns pour partir à l'étranger. J'ignore si l'on aura l'outrecuidance un jour de faire l'analyse précise des responsabilités chinoises dans le déclenchement d'une pandémie qui s'avère, deux mois après sa diffusion et l'arrêt quasi-total du monde, comme un des événements du siècle. Mais je ne peux m'empêcher de voir dans ce délai de carence de vingt-quatre heures le symbole de tous les retards antérieurs et de toutes les approximations ultérieures. Pour plus de précisions sur les prémisses de l'épidémie, on pourra se référer au site Asialyst qui en fait un récit très documenté.¹

¹<https://asialyst.com/fr/2020/01/31/coronavirus-chine-enchainement-erreurs-gestion-crise-wuhan-epidemie/>

Il ne faudrait pas, néanmoins, sous-estimer voire négliger d'observer ce qu'il s'est passé avant le 20 janvier et qui conditionne la suite, en insistant autant sur les circonstances sanitaires que sur le climat politique ambiant. Dans ce cadre, les Chinois ont accumulé beaucoup d'erreurs dues pour l'essentiel aux multiples défauts ou insuffisances de leur pays et de leur régime. La première est d'avoir ignoré, faute de disposer d'un système de santé de proximité, le déclenchement de l'épidémie à coronavirus appelée depuis COVID-19 survenue très vraisemblablement **fin octobre ou début novembre 2019**² autour du marché humide de Huanan ; l'explication du franchissement de la barrière d'espèces par le transfert du virus de la chauve-souris au pangolin puis à l'homme est suffisamment banale pour être crédible ; et pour cette même raison de déficit de surveillance de l'avoir assimilée en cette période de l'année à l'habituelle grippe saisonnière. Je sais en outre d'expérience que l'hiver à Wuhan est parfois rude dans une ville officiellement située au sud du Yangzi et dont les habitations sont dépourvues de chauffage ; avec l'humidité ambiante de cette zone lacustre, les gripes et pneumonies sont maladies courantes. Inutile d'aller chercher de sombres coupables ou des volontés obscures, les réalités évoquées ci-dessus suffisent à démontrer l'enchaînement des faits ; mais pas leur étouffement, j'y reviendrai plus tard.

L'épidémie, alimentée en vase clos, a ainsi eu le temps de se noyauter, puis de prendre son élan et d'émerger fin décembre 2019 avec un certain nombre de cas avérés mais pas nécessairement tous reconnus comme tels ; on suppose qu'il y avait au moins **cinq cents personnes** infectées par le virus à Wuhan le 1^{er} janvier 2020. C'est d'ailleurs à cette date que la Maison Blanche est informée par les services de renseignements américains d'un début d'épidémie à Wuhan³, ce qui laisse supposer que le gouvernement chinois avait cette information depuis plusieurs jours⁴. Et pourtant on ne s'alarme ni à Pékin ni à Wuhan où les dirigeants locaux continuent de nier l'évidence, ou font preuve d'inconscience, au point d'organiser le 18 janvier le gigantesque banquet des familles où se pressent 40 000 convives, occasion rêvée pour la propagation d'un virus dont il semble bien qu'on sous-estimait alors le degré de contagiosité. On connaît l'épopée du docteur LI Wenliang, son inquiétude jugée intempestive, la réprimande qu'il a reçue des autorités locales et sa mort héroïque le 7 février. Il n'était pas le seul lanceur d'alerte début janvier, mais le bruit de fond dominant les a marginalisés dans un pays où il n'est pas de bon ton de jouer les Cassandre. Cette erreur fondatrice, due aux carences et aux défauts du système, fut suivie logiquement par deux autres qui concernent l'une la connaissance de la maladie et sa contagiosité, l'autre la gravité de ses effets et, notamment, son taux de létalité. J'y insisterai plus loin car ces deux points continuent

2 Il paraît acquis fin avril 2020 que plusieurs cas suspects de « maladie inconnue » se sont révélés dans la délégation française au retour des Jeux mondiaux militaires qui se sont déroulés à Wuhan du 18 au 27 octobre 2019.

3 Le gouvernement français (MAE) avait été informé d'un problème sanitaire par notre Consul général à Wuhan et via notre ambassade à Pékin dès le 31 décembre 2019.

4 Voir l'article fort documenté de François Clémenceau dans le JDD du 19 avril 2020.

d'alimenter la chronique et suscitent encore nombre d'interrogations. En résumé, du 31 décembre où les services américains sont alertés au 20 janvier où le Président Xi déclenche le branle-bas de combat sanitaire, ***on perd trois longues semaines.***

Mais avant d'aller plus loin dans la compréhension de l'épidémie, il paraît utile d'explorer les circonstances, le climat de l'époque. ***Primo, le réseau sanitaire*** : il ne faut pas se leurrer, pour la médecine comme pour le reste, il y a deux Chines : l'une moderne, développée, clinquante et qui fait illusion, l'autre encore sous-développée, parfois arriérée et qui concerne au moins 600 millions d'habitants ; à cet égard, il y a en Chine un fossé considérable entre la médecine de terrain, le plus souvent traditionnelle voire inexistante, et le réseau hospitalier plus ou moins moderne, distant pour les ruraux et les péri-urbains et dont les tarifs exorbitants dissuadent nombre de Chinois d'y avoir recours ; faute d'alternative, de nombreux malades gravement atteints ont fini par se rendre à l'hôpital central où leur pathologie n'a été détectée que début janvier. Ce défaut de couverture sanitaire, et donc de diagnostic précoce, a fait perdre environ deux mois au système de santé, autant dire une éternité en matière épidémiologique. ***Secundo, les traditions chinoises*** : sans revenir sur la mauvaise habitude qu'ont les Chinois, d'origine paysanne, de raffoler de protéines originales, la préoccupation majeure voire exclusive à cette époque de l'année, ce sont les festivités et les congés du Nouvel an que rien, depuis plus de quarante ans, n'était jamais venu perturber ; il paraissait inimaginable qu'un avatar de la grippe puisse bousculer le calendrier traditionnel, ce qui explique le maintien du banquet évoqué plus haut. ***Tertio, la pression du Parti*** : la mentalité des autorités locales du Parti consiste à ne jamais « perdre la face » et, pour se faire bien voir de Pékin, à toujours sous-estimer les événements lorsqu'ils sont dérangeants. En particulier, une négligence sanitaire, quand on sait l'importance que la culture chinoise accorde à la « santé » sous tous ses aspects, outre ses effets généraux catastrophiques, ne manquerait pas de ruiner la carrière de ces apparatchiks ; la règle du silence s'impose donc. Le Secrétaire local du Parti à Wuhan, MA Guoxiang, avouait lui-même le 30 janvier, avant d'être limogé, avoir été contraint au silence par les autorités centrales alors que, bizarrement le maire de Wuhan, ZHOU Xianwang qui avait accusé dès le 27 janvier les autorités de Pékin d'avoir minimisé la gravité du fléau, est toujours en place. Incompétence sur le terrain, mutisme des dirigeants, un cocktail détonnant qui ne demandait qu'une occasion pour exploser. Les règlements de comptes auront lieu en temps voulu, c'est-à-dire lors de la réunion des « deux assemblées » qui devait se tenir le 5 mars à Pékin et qui a été ajournée⁵.

Trois semaines de retard pour lancer l'alerte épidémiologique à Wuhan et dans la province du Hubei, ***deux jours de délai*** entre l'annonce du confinement de Wuhan et son exécution, ont permis d'une part la propagation à des milliers de Wuhanais, d'autre part l'exportation du virus dans toute la Chine et, au-delà, dans le monde entier. S'agissant de la Chine,

⁵ Les réunions de l'ANP et de la CCPC auront lieu du 21 au 28 mai (NDA).

les dirigeants politiques sont expérimentés et disposent de tels pouvoirs qu'ils ont réussi à circonscrire l'épidémie dans le Hubei et à neutraliser, pour le moment (fin avril), les départ de feux dans les différentes provinces touchées et à Pékin. Pour ce qui est du monde extérieur, suffisamment de voyageurs avaient innocemment pu quitter l'épicentre épidémique entre le 15 et le 23 janvier – peut-être même avant, en décembre - pour propager le virus dans cinq ou six pays sur le continent asiatique mais aussi en Europe et en Amérique.

Petites causes, grands effets ! Petites causes que nous amplifions à dessein aujourd'hui pour montrer du doigt l'impéritie chinoise. En réalité, ce qui apparaît probable, c'est que les dirigeants et l'ensemble des Chinois n'ont rien compris à ce qui leur arrivait et lorsque la vérité leur est apparue, ils ont paniqué et dissimulé. J'en veux pour preuve cette réunion que nous eûmes à l'Ambassade de Chine dans les derniers jours de janvier où, faute de moyens de transport en grève, nous nous retrouvâmes en petit comité autour de l'Ambassadeur LU Shaye. Celui-ci paraissait alors très inquiet, voire désespéré, pour son pays, l'épidémie y ayant pris des proportions alarmantes et, surtout, conséquence immédiate et considérable, y mettant l'économie à l'arrêt. Le virus agit sur le moteur économique de la Chine comme il agit sur le poumon humain, par asphyxie. C'est alors, avec Joël Ruet, que nous nous rendîmes compte de l'ampleur du phénomène et des conséquences catastrophiques que cette asphyxie causait non seulement au système chinois mais aussi à la chaîne de valeur qui constitue l'épine dorsale de l'économie mondiale. N'imaginant pas un instant que l'épidémie puisse se propager si rapidement hors de Chine ou hors d'Asie, nous en étions arrivés à proposer à l'ambassadeur chinois de réunir un groupe d'experts internationaux pour mesurer l'ampleur des dégâts économiques et imaginer des solutions alternatives, ce qui sembla l'intéresser. Mais tout changea début février avec la reprise en main de la situation par le Président Xi, la montée au front de l'APL et son gigantesque hôpital de campagne, le confinement strict de la population de Wuhan et l'isolement géographique du Hubei. Cette province compte quelque 56 millions d'habitants, soit à peu près l'équivalent de la population italienne ; cette échelle démographique n'est pas sans intérêt pour la suite.

La direction du Parti a donc appliqué avec une rigueur extrême le double protocole d'isolement du Hubei et de confinement de Wuhan, sans compter l'extension de ces mesures à la plupart des provinces et aux principales mégapoles du pays, à commencer par Pékin et Shanghai. Les Chinois vivent depuis toujours avec l'épée de Damoclès des épidémies ; en 1910 encore, la peste ravageait la Mandchourie, et le bassin moyen du Yangzijiang est un foyer d'infection millénaire ; et depuis, la grippe de Hong-Kong en 1968-1969 qui fut sévère mais passa quasi inaperçue, le SRAS en 2003 qui fut rapidement circonscrit. Le peuple chinois est donc habitué à vivre avec des mesures de « distance sociale », à porter un masque ne serait-ce que pour se protéger de la pollution et, surtout, à obéir aux directives. L'organisation du Parti et celle des communes y veillent avec attention, les secrétaires de

section et les comités de quartiers encadrant de près la population. La surveillance est donc permanente, les dépistages généralisés et le fonctionnement en réseau efficace, aidé en outre par les smartphones et leurs applications dédiées. C'est avec l'aide massive de l'APL et la systématisation du contrôle social que la Chine a stoppé net la propagation du virus, au moins dans sa première vague. Wuhan est sortie de son confinement le 8 avril, soit dix semaines après son déclenchement. Par la même méthode éprouvée de surveillance à la fois humaine et digitale, les autres provinces ont circonscrit l'épidémie et l'offensive chinoise anti-virus semble victorieuse. Dans un pays aussi vaste, avec une telle population, avec un système de santé aussi déficient, c'est un exploit dont les Chinois se félicitent à juste titre. Mais ils revendiquent ce succès au bénéfice du régime politique alors que celui-ci a été manifestement défaillant dans la phase cruciale pré-épidémique, et que c'est bien à la population chinoise, à sa discipline et à ses ressources de patience que revient le mérite de cette victoire.

Je veux revenir sur les deux erreurs annexes commises par les responsables chinois. La première concerne la description du virus et ses modes d'action observés. Lorsque les autorités chinoises informent l'OMS et le monde de l'existence du foyer épidémique dans le Hubei le 7 janvier, s'ils livrent aussitôt le séquençage du génome du virus et un certain nombre de données qui s'avèreront exactes, en revanche ce qu'ils révèlent est partiel : soit qu'ils ne savent rien de plus ce qui est le plus probable, soit qu'ils dissimulent la gravité, donc la contagiosité et la létalité du COVID-19. Sachant d'une part la médiocrité du réseau médical local et d'autre part l'irruption massive de malades dans des hôpitaux vite débordés, il n'est pas invraisemblable que les responsables sanitaires chinois aient été dans l'incapacité de décrire plus explicitement la diversité des symptômes et les effets de cette nouvelle pneumopathie. Avec l'expérience qui est la nôtre fin avril, on voit bien que nous sommes aussi ignorants que les Chinois l'étaient alors d'une maladie qui se propage chez nous depuis plus de deux mois. La deuxième erreur concerne le nombre de victimes, malades ou décédés. Les chiffres livrés par la Chine concernant les ravages commis par l'épidémie au Hubei et à Wuhan paraissent peu cohérents, d'une part avec l'étendue et la violence de l'épidémie du 15 janvier au début mars, d'autre part avec ce que nous avons connu en Europe pendant une durée semblable. Soit les Chinois sont infiniment plus immuno-résistants que les Européens, ce qu'il reste à prouver, soit les chiffres officiels annoncés sont largement sous-estimés. On peut au moins retenir la deuxième hypothèse dont on ne pourra vérifier la pertinence que lorsque seront produites les statistiques comparées sur la mortalité mensuelle dans le Hubei ces dernières années ; on verra alors apparaître le taux de surmortalité au premier trimestre 2020. Affirmer aujourd'hui que les autorités chinoises ont menti effrontément ou dissimulé la vérité sur l'étendue de l'infection et le nombre de décès dont elle est

responsable est pour le moins aventureux ; on saura la vérité plus tard⁶. A Wuhan comme dans le fond du Hubei, les services funéraires ont été partout débordés par l'affluence des cadavres et il faudra du temps avant d'en connaître le nombre et de savoir discriminer les morts du COVID-19 des morts « naturels » habituels qui sont quand même de l'ordre de 40 à 45 000 tous les mois dans cette province.

Les conséquences économiques et sociales en Chine

Avant d'étudier l'arrivée et le développement de la pandémie en Europe et notamment en France, il me semble intéressant de rester encore un instant en Chine pour évoquer les effets considérables qu'a et qu'aura cette épidémie sur l'économie du pays et, par contrecoup ou entraînement, les conséquences potentielles sur la société et sur le régime politique.

La Chine a pratiquement arrêté son économie pendant les deux mois de février et de mars, provoquant un recul de 6% de l'activité qui pourrait se traduire par une croissance annuelle de 1,2% au lieu des 6% attendus⁷. Cette estimation, provisoire, sera sans aucun doute largement dépassée par la réalité. Il y a à cela plusieurs raisons : la première tient au manque avéré de fiabilité des statistiques chinoises qui obéissent plus aux prévisions du plan quinquennal et aux objectifs politiques du PCC qu'aux réalités du terrain ; la deuxième est liée au freinage brutal du commerce extérieur qui concerne encore près de 20% du PIB chinois : baisse des exportations faute de production locale et par défaut de demande extérieure, l'économie mondiale s'étant mise en veilleuse ; la troisième concerne l'économie des services, très diversifiée et étendue, souvent informelle, dont l'arrêt pendant plusieurs mois signifie la mort économique des intéressés. L'économie chinoise sera sans doute en récession de plusieurs points en 2020, surtout si le commerce extérieur reste ralenti et si la consommation intérieure stagne.

Les conséquences sociales et politiques sont difficiles à prévoir, mais potentiellement importantes ; et leur ricochet en termes géopolitiques non négligeable, peut-être même décisif. On considère fin avril que l'économie chinoise tourne à 80% de ses capacités et qu'elle a pu redémarrer plus tôt que ses concurrentes japonaise, américaine et européenne encore immobilisées par les confinements. Cela signifie en revanche que 150 à 200 millions de Chinois sont toujours en arrêt de travail ou au chômage⁸, dont un grand nombre de « *minggong* ». La plupart d'entre eux n'ayant ni assurances ni allocations (limitées aux prestations sociales de 300 RMB mensuels, soit l'équivalent de 40 euros), la situation sociale, sauf relance

6 A cet égard, l'esprit complotiste fait preuve d'une imagination sans limites, allant même jusqu'à chercher dans SUN Zi et son *Art de la guerre* l'origine d'une supposée manipulation d'un virus « inventé » pour mettre à genoux l'économie mondiale, ruiner les puissances occidentales et, ainsi, laver enfin l'humiliation de 1840 !

7 Le PIB chinois a chuté au premier trimestre 2020 de 6,8 % selon les chiffres officiels du Bureau d'Etat des statistiques pour tomber à 20 650 milliards de yuans soit 2910 milliards \$. Source : sinocle.info du 22 avril 2020.

8 La population des 15-64 ans était de 998 millions de personnes en 2017. On estime qu'il y a aujourd'hui 800 millions d'actifs.

massive et rapide, pourrait être pour le moins tendue dans les prochains mois. S'agissant d'un plan de relance, celui-ci paraît hypothétique car deux des trois voies possibles sont bouchées : les infrastructures déjà surabondantes et les exportations liées au marché mondial atone. Reste la consommation intérieure, encore très inférieure (à 50% du PIB) aux canons occidentaux, mais qui suppose la participation active des Chinois, ce qui n'est pas acquis tant leurs réticences mémorielles sont encore présentes. Il faut enfin rappeler que l'endettement global de la Chine avoisine les 300% du PIB, ce qui devrait freiner les velléités dépensières.

Ce qui me semble à peu près certain, en tout cas, c'est que la stratégie Xi Jinping est en échec et que le président chinois va devoir réviser sa copie. Les deux horizons fixés dans le projet ou « rêve chinois », celui de 2021 pour le centenaire du Parti et, à plus long terme, celui de 2049 pour le centenaire de la République populaire, semblent compromis. Le premier objectif était celui de « *xiao kang* », la petite aisance pour la quasi-totalité de la population⁹, promesse de Deng Xiaoping au début des années 1980. Au mieux, cet objectif sera retardé de deux ans en valeur globale et sans doute de beaucoup plus pour les derniers déciles de la population. Pour mémoire, la Chine avait pris la (bonne) habitude de sortir chaque année 25 à 30 millions de personnes du sous-développement qui venaient grossir la « classe moyenne ». C'est ce rythme annuel qui constitue l'ascenseur socio-économique du peuple chinois et légitime du coup le pouvoir absolu du Parti ; c'est aussi ce rythme, maintenu depuis bientôt quarante ans, qui a permis à 800 millions de Chinois de passer du bon côté de la barrière économique ; et c'est enfin ce rythme qu'il faudrait maintenir pour espérer parvenir en 2049 à la « société harmonieuse » tant invoquée par les caciques du Parti. En réalité, ce dernier objectif consiste à rattraper le niveau de vie moyen actuel des pays développés ; au moment où ceux-ci, mus par des impératifs sanitaires et climatiques, vont être eux-mêmes obligés de revoir leur modèle. J'ai l'impression que les Chinois, une fois encore depuis deux siècles, ont un train de retard (c'est ce dont ils se rendent compte et qui les exaspère) et que, sauf à inventer « autre chose », leur tentative de postuler à l'excellence de la modernité par des moyens expéditifs les conduira à l'échec. Si le Président XI se trouve incapable de « renverser la table », ce qui n'est pas dans son ADN très conservateur, alors sa présidence à vie aura été un feu de paille. En résumé, tant avant la pandémie qu'après son atténuation, la Chine, qu'on dit et qui se croit victorieuse, sera sans doute à terme un des pays qui en paieront le prix le plus élevé.

9 Estimée à 10 000 équivalents dollars/personne, soit un PIB de 14 000 milliards de dollars ; en cas de récession ou de stagnation, la Chine n'atteindra pas cet objectif.

Mercredi 15 avril - l'incendie de Notre-Dame de Paris

C'est vrai : un an après l'incendie de Notre-Dame et en pleine pandémie, on a une impression de « moyen-âge », lorsqu'on bâtissait des cathédrales pour conjurer les catastrophes. Côté symboles, nous n'avons guère évolué, et cartésianisme, libéralisme, modernités successives n'ont pas changé fondamentalement les rapports de l'homme à sa condition et au Ciel. Ce qui était alors fatalité d'une part ou punition divine, élan de foi d'autre part et aussi d'orgueil, s'est dégradé en une panique sanitaire plus ou moins subie voire provoquée, en tout cas exagérée et, peut-être irréparable. De toutes façons, les églises sont fermées ou confinées, ne reste que l'hôpital et ses services d'urgence pour sauver le bon peuple. Au secours docteur, j'ai peur !!!

Le voile et le masque

Il y aurait un peu d'ironie à s'intéresser au port du fameux « masque », hier inutile voire dangereux, en tout cas juridiquement répréhensible dans les lieux publics, et aujourd'hui largement recommandé, même si nombre d'experts continuent de proclamer son inefficacité. Nous qui avons, globalement, fustigé le voile religieux comme atteinte à la liberté et à la laïcité, nous allons tous procéder masqués ! Et les caméras de surveillance qui ont envahi cet espace public – ici comme ailleurs – n'y verront que du feu. Cela va être difficile dans le monde post-épidémique d'être à la fois transparent et protégé.

Dimanche 26 avril - naissance de Joséphine

Une épidémie à la française

A trois mois de distance (par rapport à fin janvier), le monde est méconnaissable, figé, à l'arrêt. Pourtant rien n'a vraiment changé, tout est à sa place mais plus rien ni personne ne bouge. Le printemps est venu comme d'habitude, peut-être un peu plus chaud et humide, changement climatique oblige. Mais les hommes à contretemps, un peu partout sur la planète, se sont mis en veilleuse. On parle de quatre à cinq milliards d'habitants confinés dans 150 pays, peut-être même plus, allez savoir ! Un virus, infiniment petit, volatil et inconstant, s'est emparé du monde en quelques semaines, anesthésiant toute activité et traumatisant les esprits. Qui aurait osé raconter une histoire aussi rocambolesque en décembre dernier, même dans un roman de science-fiction ? On l'avait bien suggérée dans un précédent Livre blanc sur la sécurité, mais sur un ton vaguement évocateur et par acquis de conscience, histoire de ne rien oublier dans la panoplie des menaces, la tarte à la crème de ce genre d'exercice. Pourtant Bill Gates, fondateur de Microsoft et homme le plus riche du monde, l'avait prédit dans une allocution en 2015 ; certains délirent et sous-entendent qu'il était de mèche, ce qui confirme que la connerie humaine, selon Pierre Dac, n'a pas de limites et que ses adeptes, selon Jacques Chirac, volent toujours en escadrilles. Mais si on prenait au mot tous les Cassandre, on ne vivrait plus !

Pour les Européens, tout a démarré en Italie (sans doute dès décembre) dont le nord industriel lombard et vénitien est étroitement lié aux grandes zones économiques chinoises, dont celle, très active et internationale, de Wuhan. Malgré l'arrêt brutal du trafic aérien entre les deux pays, quelques Italiens (et Chinois) avaient réussi à se glisser dans les mailles du filet, qui, à bas bruit et de proche en proche, ont contaminé leurs concitoyens. Alors que la Chine atteignait son pic épidémique le 13 février, l'Italie s'est mise à flamber. En pleine panique, elle nous suppliait alors de ne pas l'imiter, de ne pas perdre un temps précieux, de ne pas attendre l'OMS pour prendre l'affaire au sérieux et de nous mettre en état de vigilance. Les autorités sanitaires françaises, sûres d'elles-mêmes et fières du « meilleur système de santé au monde », avaient par chance maîtrisé un départ de feu aux Contamines-Montjoie, ce « cluster » ayant été cerné à partir du 11 février. Il fallut attendre deux semaines – perdues – avant de voir un nouvel incendie

se déclencher le 27 février à Crépy-en-Valois en liaison avec la base aérienne de Creil. Entretemps s'était déroulé, du 17 au 21 février à Mulhouse, un rassemblement de plus de 2 000 personnes organisé par la *Porte ouverte* de l'église évangélique et dont les participants, souvent des familles, venaient de toute la France, y compris de Corse et des territoires ultra-marins. Avec les délais d'incubation, c'est fin février que la contagion se révéla et se propagea. La *Porte ouverte* ne tenant pas de registre de ses adhérents présents, le pistage qui avait montré son efficacité aux Contamines et, relativement, à Crépy-en-Valois, fut rendu impossible. Et comme, dans cette maladie, les porteurs asymptomatiques sont nombreux, la propagation fut incontrôlable pendant deux semaines (du 28 février au 15 mars) et le système de santé, en réalité aussi vulnérable qu'insuffisant, fut complètement débordé. C'est alors que nous avons découvert, stupéfaits, que le seul critère national audible et considéré était celui du nombre de « lits de réanimation » ; c'est à son aune que le pays était gouverné.

Il est vrai que notre pays n'a pas eu de chance : le rassemblement évangélique de Mulhouse, massif et incontrôlé, a mis le feu aux poudres. Inutile de refaire l'histoire. Au moins peut-on la commenter et essayer de préciser ce qui n'a pas marché. Nous le verrons, le système de santé était tout à fait inadapté à ce genre de phénomène et les autorités de santé, à leurs innombrables échelons, en sont entièrement responsables, comme le furent les généraux de 1870 ou de 1914. Lorsqu'il ne manque pas un bouton de guêtre, c'est que la catastrophe est proche ! Au lieu de laisser pérorer tous ces mandarins sur les plateaux de télévision pour affirmer soit des âneries soit des évidences, on aurait dû leur recommander de rester avec leurs troupes, dans leurs services et de faire leur boulot ; on aurait d'ailleurs pu en envoyer un certain nombre à Limoges, comme on le fit des vieux généraux dépassés par la bataille de la Marne en septembre 1914 : les mandarins pourtant vaincus plastronnent toujours sans pudeur dans les médias. Mais le pire sans doute - le péché originel - qui toucha la plupart des pays occidentaux, fut l'incompréhension et la perte de temps qui en fut la conséquence : ces **trois semaines perdues** entre le 15 février et le 10 mars ne seront « jamais » rattrapées, en tout cas pas en 2020 et peut-être pas avant 2021 voire 2022 ; ce qui s'avère également exact pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Russie et l'insouciant Brésil. Par différence, on peut voir comment certains pays asiatiques, frontaliers de la Chine et culturellement sensibilisés aux phénomènes épidémiques, ont agi aux premiers symptômes et ont ainsi réussi à circonscrire le fléau. Ce succès n'a rien à voir avec le régime politique (Corée du sud, Taïwan, Vietnam, Thaïlande...), mais avec la vitesse de réaction des dirigeants et l'adaptation des structures à des phénomènes de ce type. Nous avons eu, en Europe et surtout en France, le phénomène inverse : tétanisation des dirigeants, morgue des autorités sanitaires, impréparation du système de santé, insuffisance voire absence des moyens logistiques. On s'est dès lors condamnés à de mauvais choix.

Il faut ajouter à cet état des lieux pour la France le passif accumulé depuis des années : un Etat très affaibli par la crise des gilets jaunes fin 2018, par la crise des « retraites » fin 2019 ; une société fracturée par ses violents courants contraires et par les ravages des inégalités ; des individus égo-centrés, inquiets et méfiants dans un des pays du monde pourtant les plus richement dotés par la nature et l'héritage. Tout ce passif, nous allons le payer au prix le plus lourd, économiquement, socialement et, en fin de course, politiquement.

Le président français dans son allocution du 16 mars a évoqué par six fois « *la guerre* » qu'il décidait de déclarer au coronavirus. Cette période oratoire donquichottesque, parfaitement décalée par rapport aux réalités, n'a pas eu sur cet ennemi aussi invisible qu'indiscipliné l'effet désiré. Non seulement parce qu'on ne déclare pas la guerre ainsi, dans le vide, mais fût-elle crédible, on ne le fait pas sans renseignements, sans armes, sans munitions et sans réserves. Or, le système de santé français, fort de ses exploits dans les pathologies modernes, n'avait rien de tout cela, ni masques, ni tests, ni lits de réanimation en nombre suffisant ; il n'avait que l'extrême dévouement et la compétence de son personnel médical. Mais le « point dur » se trouve plus en amont, dans les relations entre le politique et le « soignant », en étonnant parallèle des relations houleuses entre le politique et le soldat.

Samedi 2 mai - Le « pouvoir de la peur »

Depuis deux mois exactement, les « mandarins » ont pris le pouvoir ; ils imposent, sous des prétextes scientifiques, leur vision précautionneuse du monde et de la conduite des sociétés. Une fois encore, défaut commun aux spécialistes, ils ne voient que leur « couloir » et ses exigences, en l'occurrence « leur » hôpital. Il est vrai que la santé est un bien inestimable qui mérite donc tous les sacrifices, sauf toutefois celui de la vie elle-même qui ne se nourrit pas que de l'air du temps et, aujourd'hui, de confinement et d'eau fraîche. La vie est certes physique mais elle est aussi économique et spirituelle, les fonctions humaines étant indissociables. Faut-il rappeler que la liberté est aussi (surtout ?) un bien inestimable à laquelle on peut consacrer, voire sacrifier, sa vie. Cela méritera qu'on y consacre quelques lignes.

Mais je reviens au raisonnement stratégique : les affaires de la cité sont plurielles, tous les domaines ont leur importance et leur hiérarchie propre, et c'est de leur intégration, de leur « cuisine » pourrait-on dire, que le politique peut se faire une idée d'ensemble, à condition toutefois qu'il émette des priorités consensuelles. En clair, aucun facteur de la vie humaine ne doit être sous-estimé mais bien positionné à sa juste et utile place. Il en va de même à la guerre, supervisée par le politique et dont les généraux conduisent les opérations. Les mandarins devraient rester à leur place, toute éminente soit-elle, se mettre au moins d'accord entre eux et éviter d'étaler leur états d'âme plus ou moins corporatistes (moi urgentiste, moi virologue, moi épidémiologiste, moi réanimateur, moi infectiologue...) dans des médias, certes provocateurs, qui s'en repaissent. A partir du moment où une épidémie touche au cœur du pays ses fonctions vitales, cette situation, éminemment politique, ne devrait être que du seul ressort des pouvoirs légitimes, donc des élus de la nation.

Mais les mandarins, pris en flagrant délit d'impréparation et d'incompétence (en la matière), ont fait flèche de tout bois : pour se faire valoir, ils ont agité la peur ! Ce n'est pas une particularité française : le monde pour une fois quasi unanime, affolé par l'ampleur du désastre annoncé, s'est barricadé, rétablissant partout des frontières, décrétant des

interdits et menaçant le bon peuple, outre les souffrances de la maladie, de contraventions financières voire de sanctions pénales. C'est sous la menace de la peur que l'économie mondiale s'est mise en stand-by : l'Autre, le voisin, l'anonyme côtoyé, suspect d'infection, devient collaborateur du virus dont il est peut-être porteur. Méfiance ! Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert Schuman, en fait son éditorial qui démontre comment ce « pouvoir de la peur », alimenté par les mandarins, a contaminé le monde entier : « Avec le virus s'est répandue la peur. On la sait piètre conseillère et cause de mille maux. L'histoire nous l'enseigne ; la science politique nous en préserve. Pourtant c'est bien elle qui a entraîné la mise sous séquestre de la moitié de l'humanité. L'Europe toute entière s'y est, un moment, convertie. Mais a-t-elle été bien uniforme et l'est-elle vraiment dans la sortie de crise ? L'Italie s'est ralliée la première à la méthode chinoise, terrifiée par l'ampleur de la contagion qui frappait la Lombardie. Mais elle le fit pour tout son territoire, montrant ainsi un goût insoupçonné pour un centralisme que n'osait même pas l'Empire du Milieu ». C'est hélas vrai : nous critiquons l'horrible système totalitaire chinois et nous nous surprenons à faire, sinon pire, du moins aussi mal que les Fils du Ciel ! La sortie de crise ? On ose à peine y penser, on en rêve parfois, mais on la redoute en secret car il va falloir affronter le danger insidieux, prendre des risques insensés et, en même temps, faire semblant de revivre, comme si de rien n'était...Affaire à suivre.

Oui, c'est bien la peur, si communicative et primaire, qui a décidé la plupart des chefs d'Etat du monde à mettre leur pays en quarantaine et à décréter le « confinement » selon l'inimitable langage moderne. Le confinement a deux objectifs, l'un médical de casser la chaîne de contamination et donc de sauver les hôpitaux de la saturation, l'autre politique de gagner du temps pour trouver des contre-mesures adéquates et mettre sur pied une organisation adaptée. C'est finalement l'arme des faibles, à défaut d'avoir anticipé et planifié. On confine parce qu'on a négligé de prévoir, on arrête la vie sociale et économique faute d'avoir préparé un processus de maîtrise épidémique, comme l'ont si bien fait la plupart des Asiatiques mais aussi des Européens, les Grecs, les Allemands, les Polonais. Chez nous, le SGDSN porte une large part de responsabilité dans cette négligence coupable, cet organisme ayant dans ses missions celle d'évaluer et de planifier la sécurité nationale. Mais comme l'a avoué sa Secrétaire générale devant la Commission de Défense du Sénat, d'abord on a le nez dans le guidon, ensuite parmi les risques et menaces la santé n'est pas notre obsession. En 1992, le Préfet Guy Fougier, alors SGDN, avait eu la même attitude au sujet d'une analyse des menaces post-guerre froide qu'on lui soumettait, rétorquant au risque de pandémie qui était évoqué que le « coup du choléra » n'était pas très sérieux.

Une fois encore, nous sombrons dans le défaut moderne de la stratégie des moyens, du « tout technique ». Et là, ce ne sont pas les mandarins experts mais la technostucture de l'administration étatique qui est en cause. Si les premiers se font valoir en agitant la peur d'une hécatombe, jusqu'alors

purement virtuelle¹⁰, les hauts fonctionnaires s'abritent derrière l'écheveau de leur irresponsabilité mémorielle. Et souvent les deux catégories se mêlent, les « sachants » étant le plus souvent à la tête des administrations de l'Etat. La complexité des structures et la bureaucratie inhérente au système français rendent celui-ci parfaitement inopérant. On y peine à imaginer ou à prendre le moindre risque : l'exemple chinois aurait pu nous inciter à reconstituer dès le mois de mars un grand hôpital dédié au COVID en réhabilitant les 400 lits abandonnés du Val-de-Grâce ; il aurait évité la surcharge des hôpitaux parisiens et cet ahurissant transfert de malades vers des hôpitaux provinciaux ou étrangers : c'est les « taxis de la Marne » un siècle plus tard quand la défaite accule aux dernières extrémités. Certes, une telle reconstruction aurait coûté 200 ou 300 millions d'euros, mais infiniment moins que la gabegie qu'on observe depuis le début de la crise. Il faut noter qu'à la même époque, la capitale allemande s'est dotée, en un mois, d'un hôpital flambant neuf de 500 lits qui n'ont d'ailleurs pas encore été utilisés. Manque d'audace française, pénurie d'esprit de décision, absence d'autorité, voilà les marques d'un Etat désemparé ! Il faudrait presque une révolution, en tout cas un sacré coup de balai, pour redonner de l'oxygène à notre vieux pays ; et réserver quelques appareils respirateurs pour en doter certaines administrations suffocantes !

Et il y a enfin la « communication » politique. Inutile de s'appesantir sur le feuilleton médiatique qui a permis à chaque Français de faire ses études de médecine en deux mois, mais bien plutôt de mesurer à quel point « le politique » s'est laissé embarquer par le carnaval des médias audio-visuels. L'aveu fait tardivement par le Président de la République « d'une erreur de stratégie » concernant la réforme du système sanitaire, comme il l'avait fait dans des termes semblables lors du « grand débat » post-gilets jaunes, est surtout révélateur d'une « absence de stratégie ». J'ignore comment et si on enseigne la stratégie à l'Ecole d'administration - cela se saurait ! -, je crains qu'on la confonde avec la tactique ou la technique, toute bureaucratique soit-elle. Ce que nous entendons dans les discours – très nombreux, parfois contradictoires, souvent incomplets et « bavards » -, ce ne sont que des explications de texte ou des commentaires sur l'actualité, jamais des analyses exhaustives suivies de raisonnements et de décisions. Relisons les grands discours du Général de Gaulle où, cinquante ans après sa mort, on peut retrouver « le fil de l'épée » intellectuelle. Nous planons à des années-lumière, nous sommes sur un autre mode. Michel Sapin, l'ancien ministre des Finances, le rapporte avec justesse dans *Les Echos* : « En France, l'exécutif a joué sur l'émotion et la menace alors qu'en Allemagne il s'est appuyé sur la raison et la responsabilité ». J'ai souligné « joué » et « appuyé » à bon escient pour stigmatiser l'infantilisation dans laquelle on voudrait tenir les Français alors qu'en l'occurrence – bientôt deux mois de

10 Un professeur de médecine, sur un plateau de télévision démontre que le confinement était la seule solution : puisque nous déplorons 30 000 décès pour 4% de la population infectée (2 à 3 millions d'après l'Institut Pasteur), nous aurions dû en compter environ 400 000 si l'épidémie s'était propagée normalement. Vraiment scientifique ?

confinement - ceux-ci se sont très majoritairement conduits en adultes, certes peureux mais responsables.

Lundi 4 mai – Sens, vraie vie et complexité

Pour sortir – ou profiter – de cet état semi-comateux, j’ai recours à ma drogue favorite, de préférence vers six heures du matin, dans l’ennui de l’absence de sommeil et de l’inactualité : la philosophie, celle de François Jullien, ou celle qui va de la poésie de François Cheng à la sociologie d’Edgar Morin ; de quoi combler les esprits le plus exigeants et si loin des âneries dont nous abreuvent les différents médias. La réédition par François Busnel dans *la Grande librairie* d’un entretien récent avec François Cheng a atteint les sommets de l’intelligence et de la sensibilité. Notamment sur le cas unique, paraît-il, dans la langue française du mot « sens » dont les quatre seules lettres ont une triple fonction, de direction, de signification et de sentiment. Partout ailleurs, il faut trois mots pour traduire ce que le français lie en un seul dans un concept unique où se conjuguent les trois dimensions humaines : physique, intellectuelle et spirituelle. Quelle intelligence de notre culture de la part de cet académicien d’origine chinoise, d’avoir saisi l’âme d’une langue à travers ce mot : son incroyable diversité et précision, sa fulgurante synthèse et concision. Apprendre le français à tous ceux qui vivent ici, leur faire lire les grands prosateurs, de Malherbe et Montaigne à Paul Valéry et Albert Camus, sans oublier ni les poètes, ni les romanciers, ni les historiens, ni les essayistes... Retrouver un « sens » qui nous manque si cruellement !

François Jullien a un avantage considérable par rapport à tous ses confrères : il est sinologue et platonicien. De nos deux cultures, l’occidentale et la chinoise, dont il maîtrise admirablement les sources grecques et taoïstes (le grand V^e siècle avant notre ère), il sait voir la complémentarité, parfois la similitude. Son récent ouvrage traite *De la vraie vie*¹¹. En temps de repliement sur soi et dans l’arrêt du fracas du monde, il prend tout son « sens » et, comme dirait François Cheng, dans ses trois

11 François Jullien, *De la vraie vie*, Editions de l’Observatoire, 2020.

dimensions. C'est une longue interrogation sur la parodie, le semblant de vie que nous menons dans le monde ordinaire, en proie aux pseudo-philosophes ou aux médecins-gourous qui vendent pour 20 euros des manuels de bonheur ou de développement personnel : la vie comme un produit marketing... Il prend pour comparaison de notre vie factice celle d'un animal rivé à son piquet : « quelle est la longueur de la longe qui le tient attaché, l'empêchant de s'écarter davantage ? » Dis-moi quelle est ta longe, je te dirai tout de toi, de ta liberté, de ta peur et de ton courage... Entre cet ersatz de vie, qui malheureusement nous tient étroitement et nous fait succomber, et une vie idéale, celle des utopistes et des « y-a-qu'à-faut-qu'on » de tous acabits, le chemin pour s'élever et découvrir la « vraie vie » est ardu, sélectif. Ni soumission au consumérisme panurgien, ni abandon à une méta-vie espérée : l'entre-deux d'une existence assumée.

Je tiens à compléter ma trilogie de penseurs avec Edgar Morin ; son exceptionnelle longévité intellectuelle force l'admiration. L'analyse qu'il fait de la crise moderne reste aujourd'hui la plus pertinente, car il a su en évaluer le caractère granitique de complexité et, par la force des choses, l'abîme d'incertitude dans lequel il nous plonge..., à condition toutefois que nous en soyons conscients. La vérité oblige à dire que les investigations sur le facteur « crise » sont assez récentes et incomplètes car ce sujet « gris » par nature ne se laisse pas appréhender facilement. Et nous avons peu d'outils, le seul qui reste pertinent étant l'analyse de la complexité¹² pour essayer de « ne pas naviguer en aveugle dans le brouillard ». Pour le dire brutalement, la pensée classique - « disjonctive et réductrice » - qui est celle du pouvoir vertical, si elle sait « décompliciter » un problème et trancher, ne s'encombre pas de l'analyse plurielle qui seule permet de comprendre et de hiérarchiser les divers et très nombreux facteurs qui participent de l'action moderne. Contrairement à la complication dont nous sommes familiers et connaissons le détricotage méthodique des trois, au maximum quatre fils factoriels, la complexité est un écheveau d'éléments imbriqués qui peuvent être une douzaine, de nature et d'origine différentes et dont les curseurs n'évoluent ni à la même vitesse ni avec une charge semblable. Sans expériences de terrain et sans grille de lecture double espace-temps, la compréhension d'un phénomène complexe comme la crise est vouée à l'échec par une simplification abusive et dangereuse. A ne voir ou privilégier qu'un aspect, le plus souvent celui qui saute aux yeux ou se manifeste par l'urgence, on prend le risque quasi certain de sous-estimer des éléments essentiels et de passer à côté du problème. La crise ainsi mal-traitée, celle-ci plus encore qu'une autre, est alors un révélateur de nos erreurs de diagnostic et des décisions aberrantes qui en procèdent. D'après Edgar Morin, c'est le mode de pensée lui-même qui est en cause. La crise serait-elle alors la « maladie de la civilisation » ?

12 Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, Points Essais.

Mercredi 6 mai – La santé et/ou la vie

Depuis le début de cette épidémie, le pouvoir politique, comme nous tous, est obsédé par le dilemme d'Antigone. On connaît aussi l'angoissante question posée par Camus sur le choix entre l'idéal de justice, en soi révolutionnaire, et l'affection filiale, par essence conservatrice. En réalité s'est présenté de façon tronquée et oblique, comme je l'ai déjà dit, faute de préparation, d'anticipation et de moyens adaptés, d'avoir à décider de mettre en péril l'ensemble d'un pays pour protéger, éventuellement sauver, une faible proportion de ses habitants, en outre très âgés et souvent atteints de pathologies lourdes. L'histoire dira le coût faramineux, et pas seulement en termes financiers, d'une décision aussi peu rationnelle et aussi émotionnelle d'avoir en quelque sorte institutionnalisé l'acharnement thérapeutique. En 1968, la grippe asiatique (ou de Hong-Kong) a fait plus de 40 000 victimes en France et on n'en a peu parlé ; sans doute avait-on d'autres préoccupations mais surtout une notion plus équitable de la mort. En cinquante ans, grâce à une espérance de vie considérablement accrue et à cause d'un tropisme technologique vers une prolongation assez phénoménale de la vie, la mort est devenue inconcevable car non-conçue : son idée est rejetée, pire elle est niée. Comment alors tolérer que de grands vieillards, déjà perclus de douleurs mais promis à atteindre en clopinant un siècle de vie, puissent succomber sans soins extrêmes à une vulgaire pandémie ? C'est évidemment aux plus vulnérables dans une société que s'attaque le virus, les plus âgés et les moins vaillants. Faut-il alors pour espérer sauver quelques vies déjà bien remplies sacrifier l'avenir d'un pays, sa dynamique économique, ses fragiles équilibres sociaux ? La question a été tranchée dans le sens que nous savons, mais seulement sous une contrainte sanitaire qu'une politique prévoyante aurait dû rendre moins pressante, comme en Allemagne pour ne prendre que cet exemple voisin.

En théorie, ce qui prime c'est la vie et les multiples composantes de sa dynamique, le contraire d'un « confinement » privatif de liberté et d'action,

et pour beaucoup de capacités de survie. Ce principe ne peut être remis en cause, quelles que soient les circonstances ; les Sud-Coréens comme les Chinois de Hong-Kong ou d'autres pays d'Asie ont démontré que l'on pouvait lutter contre l'épidémie *et* maintenir une activité économique suffisante pour ne pas bloquer le pays, à condition d'y être préparés. En réalité, le problème ne se pose pas : la santé est un « bien », le plus précieux sans doute et d'ailleurs l'objet d'un marché, d'une offre de soins, alors qu'on ne peut concevoir la vie sans lui conférer une « valeur » suprême - la vie n'a pas de prix - ; la vie est d'ailleurs « vivable » dans la maladie et le handicap, preuves qu'elle est sans commune mesure avec cet accessit qu'est la santé. La santé et l'économie marchent toutefois de pair, l'une étant inaccessible ou mise en danger sans l'autre.

Je persiste à dire que la méthode asiatique (chinoise ou vietnamienne sans la brutalité, sud-coréenne ou thaïlandaise...) est la moins mauvaise, qui encercle et nettoie les lieux d'infection et qui maintient l'activité économique et sociale partout où cela n'entraîne pas trop de risques de propagation. Si nous avions été préparés, ou simplement intelligents (dans le sens de « compréhensifs »), nous aurions pu procéder de la sorte, évitant ainsi des milliers de morts, l'asphyxie du service hospitalier et, surtout, la perte de quelque 200 milliards d'euros, derrière lesquels se trouvent des millions de salariés, dont cinq cent mille chômeurs supplémentaires, jetés dans la précarité et soumis à l'incertitude. Quelle politique de gribouille !

En réalité, il n'y a pas, contrairement à ce que déclarent les dirigeants, de chemin de crête où se bousculeraient santé et économie. Il y a deux exigences simultanées et associées, qui concourent toutes deux à la « vie », auxquelles nous devons répondre « en même temps », ce qui semble à la fois possible et indispensable. Mais pour ce faire, il faudrait *une vision, une organisation et un cap*, trois éléments stratégiques qui ont déserté les frontispices républicains.

Lundi 11 mai – sortie de confinement

Cinquante-cinq jours plus tard ! Rien de vraiment changé, on aura réussi au-delà de toute prévision à flanquer la trouille à beaucoup de gens. Pas de milieu entre les inquiets et les inconscients, en réalité les vieux et les jeunes. Cette « distance sociale » risque de durer et d'accroître le clivage entre les générations, et sans doute pire, une recrudescence de la « lutte des classes ».

La docilité que François Jullien dénonce si féroce­ment (voir supra) et dont ont fait preuve la plupart des peuples confinés illustre cette soumission au conformisme qui est le lot de notre époque si peu révolutionnaire. Le confinement aurait pu être inventé par un as du marketing, imaginant que le meilleur stimulant à la consommation est la privation momentanée de shopping ! Aujourd'hui, vérifiant la prévision, les magasins de fringues ont été assiégés. C'est finalement ce qui ne sert à rien qui fait le plus envie ; côté futilité, le déconfinement ne va rien arranger.

Quoi qu'il en soit, il me faudra attendre samedi 16 mai et l'ouverture des plages pour reprendre mes escapades matinales sur la grève d'Ilbaritz. Cela tombe à pic, la marée sera basse à huit heures. Mais je n'y serai sans doute pas seul, les déconfinés vont s'y ruer, hypnotisés par le rivage marin, fascinés par ces étendues de sable encore inviolé, comme si c'était le premier matin d'un nouveau monde. Mais quel est donc ce pays qui interdit à ses habitants des milliers de kilomètres de plages, ces espaces de liberté, de plein air et de risque zéro ?

Mardi 12 mai – Le retournement chinois

Depuis le début de cette épidémie, je ne reconnais pas la Chine. Début février encore, les relations avec ses diplomates étaient normales et assez confiantes, je l'ai rapporté plus haut. Pourquoi un changement de pied si brutal, dont on voit à l'œil nu le caractère contre-performant ? J'ai mon idée sur la question, ou plutôt plusieurs idées, dont certaines, je le confesse, sont purement subjectives. Procédons donc par ordre.

Le premier point concerne la « panique » chinoise, la même que lors du SRAS en 2003, qui découle de l'imprévu. Or, le Parti ne supporte pas l'imprévu. La Chine du PCC est un mécanisme ultra-compliqué, centralisé à l'extrême, où rien ne doit venir perturber la marche planifiée, forcément bonne. Si nous admettons l'idée de plus en plus répandue que l'épidémie s'est propagée à bas bruit dès octobre-novembre 2019, les deux ou trois mois d'étouffement du phénomène sont dans la norme pour un système aussi hiérarchisé et cloisonné. Lorsque l'épidémie a échappé au niveau local et que Pékin a pris l'affaire en mains, - non sans avoir tergiversé encore pendant trois semaines -, l'impréparation qui prévalait toujours a provoqué la brutalité des mesures de confinement et, surtout, a entraîné la colère des dirigeants, de Xi Jinping en particulier. Dans le meilleur des mondes où le « rêve chinois » allait bon train avec les « routes de la soie » *new-look*, cette épidémie et ses conséquences au moins économiques risquaient de tout remettre en question. L'autocrate chinois allait « perdre la face » aux yeux du monde entier.

Le deuxième point - sur lequel je n'avance que des hypothèses car la Chine de *Zhongnanhai* est impénétrable - concerne la situation politique. La prise de pouvoir par Xi Jinping en 2012 a relevé du coup de force contre les deux camps qui se prévalaient du pouvoir au Politburo : les *réformistes* du clan Hu Jintao et de la *Ligue de la jeunesse*, héritiers directs de la politique « de réforme et d'ouverture » de Deng Xiaoping, accusés après les dérives de 2008 (voir mon livre *Les Défis chinois*) de libéraliser la Chine et de l'entraîner dans la mondialisation occidentale ; les *conservateurs* du clan

des *Princes rouges*, tenants d'un certain retour au maoïsme et dont Bo Xilai, Secrétaire du Parti à Chongqing, était la figure emblématique. On se souvient du piège tendu à Bo Xilai en mars 2012 (alors que Xi Jinping, vice-Président depuis 2007, se trouvait déjà au cœur du pouvoir) et la fin lamentable de ses prétentions au trône impérial. Mais Bo Xilai n'était pas seul. Il avait, comme toujours en Chine et dans les régimes totalitaires, un clan qui s'était constitué autour de lui pour profiter de son ascension. Ce clan avait deux piliers, dans l'APL et dans la Sécurité d'Etat. Les généraux, repus et corrompus jusqu'à l'os, ont été assez facilement maîtrisés et remplacés par des affidés de Xi. Le système de la Sécurité publique, véritable Etat dans l'Etat, incrusté dans toutes les entreprises stratégiques, et notamment dans les *organismes de recherche* – dont les laboratoires biologiques – était beaucoup plus difficile et complexe à dénoyauter. C'est là qu'avait sévi un des piliers du régime, Zhou Yongkang, ancien patron de la nébuleuse pétrolière, membre éminent de la bande de Shanghai de l'ancien président Jiang Zemin (dont il avait épousé la nièce), et qui fut ministre de la Sécurité publique de 2002 à 2007 avant de rejoindre le Comité permanent du Politburo où il était « Monsieur Sécurité » ; il fut débarqué en 2013 et condamné pour corruption après qu'on eut trouvé 12 milliards de dollars chez lui et dans son entourage. Tout cela pour dire que Zhou Yongkang, en dix ans à la tête de l'organisme le plus puissant de Chine, avait eu le temps de constituer ses réseaux. En 2020, ceux-ci n'ont toujours pas été entièrement démantelés ; la preuve avec la mise à pied fin avril de Sun Lijun, vice-ministre de la Sécurité et ancien féal de Zhou. Quelle relation peut-on alors établir entre cette sanction et le rôle éventuel des laboratoires virologiques de Wuhan (P2 et P4) ? Ceux-ci auraient pu tenter de jouer la montre en décembre ou janvier pour mettre le Président Xi en difficulté et participer ainsi à la lutte feutrée mais toujours acharnée au sommet du pouvoir pékinois. Xi s'est fait beaucoup d'ennemis dans son hold-up de 2012, chez les réformistes évidemment dont le Premier ministre Li Keqiang est le représentant pris en otage, chez la branche des conservateurs d'obédience Jiang Zemin, les uns comme les autres étant encore implantés dans les centres de pouvoir, au point que le « président à vie » s'est condamné à la chasse aux sorcières et à la fuite en avant. Cela se vérifie dans tous les domaines, notamment en politique étrangère.

Après cette intrusion dans les dessous si caractéristiques des conflits politiques au sommet du pouvoir à Pékin, il faut revenir sur le changement d'attitude chinois en février 2020 et la campagne anti-occidentale quasiment inédite qui en est la marque principale. Ces attitudes révèlent, à mon avis, plus un *embarras* des dirigeants chinois qu'un excès d'orgueil ; triple embarras d'ailleurs, d'abord d'être montrés du doigt comme responsables d'une pandémie incontrôlée, ensuite de voir leurs totems économiques singulièrement chahutés, enfin de susciter le mécontentement à peu près général de la population. Autant de cailloux dans la chaussure qui font désormais douter en Chine et dans le monde de la course glorieuse de l'Empire du Milieu vers « l'harmonie suprême ». Dans cette adversité

multiple, complexe et imprévue, le PCC ne brille pas habituellement par la finesse mais réagit avec sa brutalité atavique, comme il le fit dans le passé à chaque accident existentiel – on pense bien sûr au printemps de Pékin en mai 1989.

Vexés d’être jugés aussi imprudents que laxistes, les dirigeants chinois, après avoir circonscrit leurs foyers épidémiques, ont contre-attaqué de deux manières : la première par une « diplomatie du masque » à l’égard de leur clientèle « tiers-mondiste », la seconde par une charge furieuse contre leurs accusateurs occidentaux, jugés en outre inefficaces dans la lutte anti-épidémique. La première a fait « flop » malgré l’envoi de 28 milliards de masques dans 130 pays tant sa propagande était grossière, voire insupportable avec les attaques racistes dont furent victimes les quelques vingt mille « pestiférés » Africains du quartier dédié de Canton. Quant au retour de flamme contre l’Occident, il a été confié aux diplomates déguisés en « loups combattants », dévoilant ainsi la véritable fonction des missions diplomatiques chinoises. Avec la France, les relations se sont à nouveau tendues, comme si la Chine jouait sur la corde très sensible entre les deux pays et qui, depuis 1991 et les frégates de Taïwan, avec 2008 et la rencontre Sarkozy-Dalaï-Lama, n’a cessé d’être éprouvée. Les reproches sont multiples des deux côtés, focalisés sur nos « ingérences » concernant Taïwan, Hong-Kong, la mer de Chine et le Xinjiang côté chinois, exaspérés par la comédie des masques et autres matériels sanitaires, par le double jeu à l’égard de l’Union européenne et de certains pays-membres - Grèce, Italie, Portugal...- enfin par le manque de clarté dans la gestion et l’information sur le COVID-19 côté français. Le lamentable communiqué de presse (anonyme) publié par l’Ambassade de Chine à Paris a fait déborder la coupe et provoqué la convocation (téléphonique) de l’Ambassadeur LU Shaye au Quai d’Orsay. Ces faits ne sont pas spécifiques à la France et sont révélateurs de l’hostilité croissante dans le monde à l’égard de la Chine, notamment dans les pays occidentaux, et surtout de l’échec complet du *soft power* à la chinoise¹³.

La première tentative de conquête du monde le fut par la culture dans les années 2000, notamment par l’implantation d’innombrables *Instituts Confucius* destinés apparemment à la diffusion du « mandarin », en réalité organes de pure propagande sous la houlette plus ou moins grossière du Parti. Malgré les rododromes, l’apprentissage du chinois – le *putonghua* – est un échec complet, notamment en Afrique, et l’arrogance des propagandistes finit par dégoûter les plus sinophiles. Cela se vérifie d’ailleurs un peu partout où le courant de sino-sympathie, assez conséquent dans les années 2000, s’est mué depuis quelques années en méfiance – « ne pas être naïfs » – puis récemment en franche hostilité. La deuxième tentative en direction du « tiers monde » fut celle du *Consensus de Pékin* pour l’opposer au *Consensus de Washington*, la proposition aux pays émergents d’un modèle économique « gagnant-gagnant » à la chinoise dont l’expression la plus tangible se traduisait par la participation au projet des

13 Voir l’article de Frédéric Lemaître dans Le Monde du 12 mai 2020.

« routes de la soie » ; j'ai expliqué ailleurs à quel point ce projet était soumis à de multiples conditions, tant en Chine elle-même que dans les pays limitrophes. La crise économique post-COVID 19 risque fort de ralentir, de retarder voire de compromettre un projet aussi aventureux.

Nous sommes entrés, avec cette pandémie, dans une troisième phase qui apparaît dès le départ contre-productive. Elle révèle la confusion de la pensée chinoise contemporaine, mélange abscons de socialisme marxiste, de nationalisme maoïste teinté de léninisme, de confucianisme archaïque et de...mercantilisme capitaliste ! Personne ne s'y retrouve ni en Chine ni ailleurs. La récente prétention au « *tianxia* », c'est-à-dire à l'universalisme chinois, fait peur et tend à éloigner la Chine du monde qu'elle voulait rejoindre et prétend aujourd'hui régenter. Comme le dit très justement Anne Cheng, professeure au Collège de France : « Le virus est en train d'apparaître comme la forme mortifère et mortifiée de la mondialisation à la chinoise qui aurait tant voulu se projeter encore une fois comme civilisation-monde mais qui n'a désormais plus d'autre alternative que de camper sur une défensive agressivement nationaliste ». En clair, la prétention à l'attraction qui est celle d'un *soft power* s'est transformée radicalement en pouvoir de répulsion. Il est vrai, pour conclure sur ce sujet, qu'il est difficile de concevoir qu'un parti totalitaire puisse se rendre aimable, quel que soit le budget de sa propagande. Mais il est aussi vrai que ce brutal changement d'attitude chinoise ne peut avoir que des répercussions négatives sur un ordre international déjà très perturbé.

Vendredi 15 mai – la géopolitique malmenée

J'ai sans doute trop attendu pour examiner l'état du monde au regard de ce charivari mondial que provoque la pandémie. Mais, pour être honnête, il n'y a pas urgence car le dérangement des relations internationales ne date pas de l'apparition du virus. Il lui est très antérieur et on peut même se risquer à le situer dès la fin de la guerre froide, en tout cas avec la montée du terrorisme et les attentats du 11 septembre 2001, il y a trente et bientôt vingt ans. Il est manifeste que le phénomène s'est accéléré depuis cette époque et singulièrement avec l'accession de Donald Trump sur la plus haute marche du podium mondial. La pandémie en accentue et aggrave les points les plus cruciaux avant, sans doute, d'en révéler de nouveaux. On assiste en direct au démantèlement des institutions internationales et de tout le tissu d'accords dits stratégiques (FNI, Open Sky, etc.) qui maintenaient le monde dans un ordre, certes précaire, mais rassurant.

L'ébranlement de l'ordre international tel qu'il s'imposait au monde depuis les accords de San Francisco en 1945 a commencé aussitôt après la fin de la guerre froide avec la crise des Balkans. La *dissolution de la Yougoslavie* s'est déroulée dans les pires conditions pour les intéressés et pour les Européens : l'OTAN et les Etats-Unis ont dû intervenir directement, conférant ainsi au système sécuritaire occidental une compétence hors zone et hors sujet qui le détournait de son objet et, d'une certaine façon, en révélant les faiblesses de sa gouvernance, le rendait vulnérable. La *vindictte guerrière* de George Bush junior après le 11 septembre, contre l'Afghanistan - « *Nach Kaboul* » - puis contre l'Irak de Saddam Hussein a totalement désorganisé le Moyen-Orient, entraînant d'une part l'effondrement du *leadership* américain et de l'influence occidentale dans la région, d'autre part l'expansion du terrorisme et la naissance de Daesh. La montée impréparée sinon impensée des *puissances émergentes* dans la même période, notamment celle de la Chine renaissante

mais aussi le retour au premier plan de la Russie revancharde, a contribué à rebattre les cartes et à désaxer le jeu international ; la *bascule asiatique* du Président Obama en fut la conséquence logique mais totalement déséquilibrante pour le monde occidental et, en particulier, pour des Européens soudainement livrés à eux-mêmes. Donald Trump, avec une manière de faire détestable, en a justement tiré les conclusions en se désengageant du Moyen-Orient, en s'éloignant de l'Europe et en se focalisant sur ce nouveau grand rival, ce challenger si spécial, qu'est la Chine de Xi.

La guerre sino-américaine, tant annoncée depuis une quinzaine d'années, est franchement déclarée : tout est sujet de désaccord et certains points sont ouvertement conflictuels, l'origine de la pandémie bien sûr, mais avant elle le commerce, Huawei et la 5G, etc. Les Américains n'ont jamais caché leur volonté de déclencher les hostilités « avant qu'il ne soit trop tard ». Les Chinois, les yeux fixés sur 2049 et l'espoir de faire alors jeu égal de puissance avec les Etats-Unis, souhaitent retarder une échéance qu'ils savent aussi inéluctable, mais pas à n'importe quel prix. Le nucléaire n'exercerait pas son imperium de dissuasion que les deux géants en seraient sans doute déjà venus aux mains militairement ; ils sont donc obligés de « faire autrement », conflit commercial ouvert pour les Américains, entrisme technologique et pratiques de contournement pour les Chinois. Deux exemples significatifs, entre autres : la guerre commerciale et la rivalité internationale.

Si la guerre commerciale conduite avec brutalité par Donald Trump est peut-être nécessaire pour réduire les 400 milliards de dollars du déficit américain, elle est loin d'être stupide contre la Chine dont le système économique repose encore excessivement sur les exportations et dont les grandes entreprises, souvent filiales de groupes américains, ne vivent que des avantages exorbitants que leur a conférés le système chinois. Les Américains ont la main à cet égard et ont conduit les Chinois à s'incliner à contrecœur en janvier 2020 pour éviter une trop forte taxation de leurs produits, un effondrement des exportations et ses conséquences sociales dans les grandes métropoles portuaires des provinces orientales. Sur ce terrain où ils sont piégés, les dirigeants chinois ne sont pas de taille pour lutter contre le géant américain. Ils le savent et, successeurs de Mao, ils utilisent les méthodes de la guerre révolutionnaire en exploitant l'inertie du système et toutes les failles de l'adversaire. Mais, en bons taoïstes qu'ils demeurent profondément, ils comptent sur le temps et le cours changeant du monde pour s'y adapter et saisir les opportunités.

Le désengagement, pour ne pas dire la désertion américaine des institutions internationales, donne au régime chinois l'occasion inespérée de s'engouffrer dans la brèche. Il est vrai que ces organismes internationaux, où chaque pays dispose d'une voix, ne reflètent pas la réalité des différences considérables de puissance et les Américains, sans vouloir justifier leur position, n'ont pas toujours tort de ne pas y être considérés à hauteur de

leurs cotisations. Quitter l'UNESCO, c'est voir arriver peu après un directeur général adjoint chinois en la personne de QU Xing, ancien ambassadeur à Bruxelles mais aussi éminent idéologue du Parti. Au Conseil de sécurité, sans changement depuis leur admission en octobre 1971, si les Chinois votaient systématiquement avec l'Union soviétique, ils votent aujourd'hui presque aussi souvent contre les puissances occidentales ; ils se sont faits à l'ONU une clientèle d'obligés tant africains que sud-américains et aussi européens. Ces derniers temps, ce temple de la concertation, voire de la conciliation entre les nations est devenu le lieu central de l'affrontement des deux premières puissances mondiales.

Depuis qu'ils ont été admis à l'OMC en 2001, ils en ont bafoué ou négligé la plupart des règles, contribuant, avec le concours américain, à vider cette institution de son autorité. Dans de nombreuses filiales de l'ONU, ils ont phagocyté les postes de direction, comme à la FAO, ou aidé à y installer des hommes liges, comme à l'OMS. Et pour être certains que rien ne leur échappe désormais, les Chinois ont créé de toutes pièces un système alternatif avec les BRICS comme contre-Conseil de Sécurité, avec la Banque pour les infrastructures comme antidote de la Banque mondiale, celle-là ayant pour objet de financer le projet mondial des « routes de la soie ». C'est la stratégie de SUN Zi : avoir deux fers au feu, *un* en s'installant dans la place pour la pervertir, *deux* en encerclant le dispositif pour l'asphyxier. Pékin avance ses pions partout où l'espace est vacant, qu'il ait été abandonné ou qu'il soit en friche. Autant les Américains ont des atouts en béton dans la guerre commerciale, autant ils ont – volontairement – perdu la partie dans la rivalité internationale en désertant leur poste de pourvoyeur et régulateur mondial. Sauf si la COVID-19 rebat les cartes et dévoile le jeu de go cynique, et finalement assez faible, des Chinois à l'égard des institutions internationales.

La 5G et le vaccin antiviral

La pandémie n'a fait qu'envenimer les relations sino-américaines, les deux parties s'en renvoyant la responsabilité, de façon aussi grossière de part et d'autre, même si Washington a des arguments fondateurs qui relèvent de l'évidence. En tout cas, tout se passe comme si les protagonistes avaient brûlé leurs vaisseaux, Trump menaçant même de rompre les relations diplomatiques, Pékin en profitant sur le plan stratégique pour renforcer son occupation en mer de Chine méridionale et, surtout, sur le plan économique, pour tenter de se relancer au plus vite pendant que les Etats-Unis subissent le pic épidémique et ses conséquences dramatiques sur le chômage et sur la production. Le PIB des deux géants va singulièrement chuter. Le premier qui se relèvera aura un avantage déterminant pour l'avenir ; c'est très aléatoire, tant les deux semblent en mauvaise posture.

Mais l'avenir se joue plus particulièrement, dans cette lutte de Titans, sur deux fronts majeurs. Le premier est celui de la primauté technologique et la maîtrise de la 5G ; le deuxième concerne le vaccin anti-COVID. Le concours est ouvert et nul ne sait qui l'emportera dans ces deux combats

décisifs. Depuis longtemps, on l'a vu, les Américains ont conclu un « pacte avec le diable », laissant leurs grandes entreprises s'installer et multiplier leurs sous-traitants en Chine. Dans le numérique, où les coûts de production sont déterminants, les Chinois ont acquis en trente ans un savoir-faire incontournable et conquis une part substantielle du marché mondial, notamment dans les smartphones. Avec l'effet d'échelle, ne serait-ce qu'en Chine où l'on compte au moins un milliard de téléphones portables, les trois principaux producteurs – Huawei, Xiaomi, ZTE – ont engrangé des bénéfices considérables qui, avec les aides probables de l'Etat, leur ont permis d'investir dans les technologies de pointe et de se hisser au niveau des meilleurs mondiaux. Avec des prix ultra-compétitifs, dans les infrastructures en particulier, ils entrent en concurrence directe avec les majors américaines et européennes. C'est ce qui arrive pour Huawei et la 5G où le géant chinois domine de loin le marché mais s'attire la réticence de nombreux pays, au premier rang desquels les Etats-Unis, pour suspicion d'entrisme dans les réseaux que cette entreprise construit. Les intéressés démentent évidemment (!) et personne ne peut apporter la preuve du délit. Il y a encore trois mois plusieurs pays européens, malgré la présence d'Ericsson et de Nokia, deux autres majors de infrastructures numériques, et malgré les menaces de rétorsion américaines, étaient prêts à accorder leur confiance et leurs budgets à Huawei. L'attitude chinoise dans la pandémie ne peut que renforcer les soupçons et pourrait mettre Huawei en « quarantaine », les Occidentaux, échaudés par le monopole des masques et des matériels de santé, seront tentés de réviser leurs positions stratégiques et s'appuyer (enfin !) sur les acteurs européens. Le changement d'attitude pour la 5G, s'il a lieu, sera sans doute révélateur d'une prise de conscience des « nécessités » stratégiques. Mais Pékin ne laissera pas tomber Huawei, car le pouvoir chinois sait que le maître de la 5G dominera la quatrième révolution technologique et deviendra leader mondial dans ce domaine clé.

Le deuxième sujet post-COVID-19 qui sera aussi décisif concerne la recherche et le développement d'un vaccin contre le virus. Entre les Chinois, les Américains et les Européens, une vingtaine de pistes sont explorées avec des techniques différentes mais nécessitant toutes un délai d'un an à dix-huit mois pour parvenir à un résultat ou...à un échec. L'enjeu est évidemment considérable et on peut se demander quelle sera l'attitude du pays gagnant, à moins qu'il n'y en ait aucun ou...plusieurs. Sauf coup de chance toujours envisageable, on peut douter de la capacité d'innovation de la Chine en la matière. Les Européens – Allemands et Français – ont de bons espoirs d'aboutir, mais ce sont les Américains, dont les laboratoires pharmaceutiques dominent le secteur, qui paraissent être capables de coiffer leurs concurrents au poteau¹⁴. On imagine l'avantage considérable qu'ils en

14 Agence Reuters le 18 mai : « le groupe américain de biotechnologies Moderna Inc annonce que l'administration, dans le cadre d'un essai clinique à petite échelle, de son vaccin expérimental contre le COVID-19 a entraîné une production d'anticorps susceptibles de "neutraliser" le nouveau coronavirus. Les quantités d'anticorps étaient similaires à celles

retireront, surtout si la politique d' « *America great again* » est toujours en vigueur. Le conflit sino-américain pourrait alors changer de forme sinon de nature, les Chinois se trouvant dans une impasse et obligés de composer avec leur grand rival.

Le front de la crise pétrolière

Puissance oblige, les Etats-Unis sont sur tous les fronts, notamment sur celui de la crise pétrolière qui aggrave encore la récession économique actuelle. Les cours du pétrole ont été affectés non seulement par l'effondrement de la demande mais aussi par la surproduction d'or noir qui prévaut aussi bien dans les pays de l'OPEP qu'en Russie et surtout chez le principal producteur mondial, les Etats-Unis. Le désaccord apparent entre l'Arabie saoudite et la Russie sur une régulation de leur production a provoqué la chute des cours à moins de vingt dollars le baril et mis en grande difficulté les producteurs de pétrole et gaz de schiste américains dont les prix de revient voisinent plutôt les cinquante dollars. Tout se passe comme si l'Arabie saoudite de MBS voulait envoyer un signal fort aux Américains pour démontrer leur pouvoir de nuisance et les inciter à ne pas abandonner le Moyen-Orient au risque d'expansion iranienne ou simplement au chaos qui guette cette région ; et comme si la Russie profitait de cette occasion pour manifester son retour sur l'échiquier mondial, à moins qu'elle ne cherche qu'à enfoncer un coin entre les puissances pétrolières. S'il est vrai que l'industrie pétrolière américaine va connaître une période très difficile et de nombreuses faillites, il n'est pas assuré que la stratégie arabo-russe connaisse un succès durable. En effet, la Russie est gravement touchée par la pandémie et peut difficilement se permettre en même temps de mener une guerre du pétrole, dont les ventes sont sa principale ressource. Quant à l'Arabie saoudite, malgré ses immenses réserves financières, elle va également devoir modérer ses ambitions et, peut-être, revoir son modèle de développement. Il est probable que, malgré une demande énergétique durablement faible, les puissances pétrolières finiront par s'entendre pour réduire leur production et faire remonter les cours ; ceux-ci ont déjà repris plus de 60%, au-delà des 35 dollars. Mais cette crise a encore ajouté à la crise générale et entraîné un reflux économique inconnu depuis près d'un siècle, lors de la *Grande Dépression*. Sans compter sur l'impact écologique d'un monde confiné et sobre en énergie qui a pu mesurer pendant deux mois la beauté d'un ciel bleu, les bienfaits d'un air pur, la splendeur d'une nature débarrassée de ses poisons. Cela dit, la rente pétrolière sur laquelle reposent nos économies apparaît de moins en moins durable. Peut-être, mais seulement peut-être, cette

qui ont été relevées chez des patients ayant guéris du COVID-19, montrent les premiers résultats de cette étude menée par les National Institutes of Health. ... ». *Sous toute réserve* (NDA)

pandémie amorcera-t-elle un – courageux, nécessaire, inéluctable - virage énergétique !

Lundi 18 mai – une querelle d'Allemands

On passera ici rapidement sur la Russie, un des grands acteurs du monde récent et qui pourrait se voir ramener deux ou trois décennies en arrière tant sa situation intérieure (sociale, économique, sanitaire) ne cesse de se dégrader. Par mauvaise conscience sans doute, on a beaucoup surjoué la Russie ces derniers temps, d'abord pour amadouer Poutine qui, pourtant, ne s'en laisse pas compter, ensuite pour la détacher de la Chine et éviter une coagulation des anti-Occidentaux. Mais la Russie, si éloignée de l'Europe et jouant à contresens, n'a aucun avenir, du moins comme puissance mondiale, surtout si les cours du pétrole sont durablement affecté ; ses tentatives pour s'ancrer en Méditerranée (Syrie, Libye, Maroc...) et en Afrique (RCA notamment), si loin de ses bases et de ses zones d'intérêt, ne laissent pas d'inquiéter et de se poser des questions sur la logique poutinienne. Interrogations d'autant plus fortes que le juge de paix démographique a déjà parlé ; son jugement est sans appel.

Je veux justement revenir à l'Europe et plus précisément à son organisation politique et économique, l'Union européenne. La pandémie arrive au plus mauvais moment pour elle. Très contestée et affaiblie par le BREXIT, la crise italienne et les dissidences des trublions d'Europe

orientale, l'UE avait besoin d'un sursaut autour du faux couple franco-allemand. La pandémie a révélé l'écart abyssal entre les deux économies, l'une faisant face en utilisant ses réserves, l'autre s'engouffrant dans le puits sans fond de la dette ; l'une démontrant ses qualités d'organisation ainsi qu'un système sanitaire adapté aux circonstances, l'autre faisant preuve une fois encore de laxisme, d'imprévoyance et, hélas, de démagogie. La cigale et la fourmi... Plus largement, le sud et le nord, les pays latins et les pays saxons, ceux qui meurent du coronavirus et ceux qui le contiennent. En réalité, deux mondes différents qui n'ont cessé de s'affronter dans l'histoire et qui ont pu faire de leurs rivalités l'épicentre conflictuel du monde. Leur rapprochement face à la menace venue de l'est était de l'ordre de l'évidence ; leur union, alors que leurs forces centrifuges ont repris le dessus, devient hypothétique.

La querelle d'Allemands instituée par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe vient jeter un pavé dans la mare ; elle oblige les dirigeants allemands, par un jugement sans appel qui désapprouve la politique monétaire de la BCE, à choisir entre une Europe unie et solidaire et l'avatar du Saint-Empire germanique, ce ventre marchand du continent – *Mittleuropa* - qui n'a jamais cessé de faire tampon entre l'est et l'ouest et qui n'a jamais eu de « convictions », sauf lorsqu'elles furent délirantes. Touchée par la grâce ou acculée dans une impasse, l'Allemagne d'Angela Merkel vient de briser un tabou en cédant aux sollicitations pressantes du président français et en s'engageant sur un plan de relance de 500 milliards d'euros financés par le budget européen, au profit pour l'essentiel des pays et des régions en déroute. C'est un geste significatif vers un changement de conception de l'Union. Mais c'est aussi avouer que la crise économique est grave et que l'Allemagne, inquiète pour ses débouchés majeurs aux Etats-Unis et en Chine et ne pouvant donc plus se passer de ses clients périphériques, France, Italie, Espagne, cherche à donner un peu d'oxygène à ces voisins désargentés. Après tout, si les Allemands veulent profiter du « Club Med », il faut qu'ils acceptent d'en payer le prix ; or, le « Club Med », c'est bien connu, c'est très cher ! Ne nous emballons pas, ce n'est qu'une proposition franco-allemande ; elle met vent debout les Autrichiens et autres Danois ; et elle devra être intégrée par la Commission dans son projet de budget 2021-2027. En tout état de cause, pour qu'elle puisse voir un début d'exécution, il lui faudra être adoptée à l'unanimité des 27 puis ratifiée par leurs parlements nationaux. En fait, si on étudie l'ensemble du projet conjoint, notamment avec la création ex nihilo d'une « Europe de la santé », c'est à une révision des traités européens que devrait conduire une telle démarche. Hypothèse éminemment souhaitable, mais dont la mise en œuvre n'est pas pour demain. Mais, on le sait, il y va de l'avenir de la monnaie commune et, au-delà, de l'Union européenne.

Jeudi 21 mai – le monde d’après

Il est sans doute prétentieux de s’aventurer à imaginer le monde de demain alors qu’on navigue encore dans le brouillard d’une pandémie dont les termes ne sont ni complètement connus ni totalement maîtrisés. La Chine reconfine quelques millions d’habitants dans le nord-est du pays tout en criant victoire, la Russie et l’Amérique du sud sont à la fois dans le déni et la propagation, l’Inde et l’Afrique sont apparemment épargnées ou en phase préliminaire, et l’OMS annonce un record avec 106 000 nouveaux cas en une journée le mercredi 20 mai. En l’occurrence, on ne peut que se satisfaire de conjectures.

La première question à se poser consiste à savoir quand commencera ce fameux monde de demain et même s’il naîtra un jour. Le monde actuel est encore sous morphine et ses dirigeants ont entre leurs mains la pompe anti-douleur qu’ils activent à tout va : près de 6 trillions de dollars (soit 10% du PIB mondial) ont été avancés ou promis pour compenser les pertes, pour indemniser les salariés et pour, dès que possible, relancer l’activité. Ils seront financés par de la dette achetée par les Banques centrales émettrices,

donc a priori perpétuelle et illimitée ; les vannes sont ouvertes. Après avoir arrosé le Sahara, ce « pognon de dingue » finira bien par revigorer l'économie en 2021 ou 2022. D'ici là, ce qui est sûr c'est l'effondrement complet de pans entiers de l'économie, à commencer par les transports, ceux qui aident à véhiculer le virus. « C'est l'homme, pas le virus, qui fait l'épidémie » explique Norbert Gualde, professeur à l'Université de Bordeaux, rappelant ainsi l'étymologie du mot : *epi-demos*, « qui circule dans le peuple ». Le secteur aéronautique est un bon exemple : moins voire presque plus (-95%) de trafic, des avions inutilisés ou abandonnés comme l'A380, des pilotes pied à terre, des aéroports vides, des compagnies aériennes en faillite ou nationalisées (Air France, Lufthansa, Hainan Airlines...). Le secteur du tourisme se cache mal derrière l'aérien ; le nomadisme moderne qui agitait bon an mal an un milliard d'adeptes (dont 300 millions de Chinois fort dépensiers) va devoir se repenser sur des bases locales, moins risquées et moins carbonées. Mais ces effondrements majeurs ne seront pas les seuls ; des milliers d'entreprises plus ou moins boiteuses ou artificielles, comme ces innombrables start-up qui ne servent à rien ni à personne, vont mettre la clef sous la porte. Et pour celles qui surnageront, elles le feront dans un océan de débris où rôderont les requins ; la concurrence sera féroce et les coûts encore laminés.

L'arrêt économique invraisemblable que la peur a engendré va causer des millions de chômeurs, dont beaucoup, peu qualifiés ou en surnombre, ne retrouveront pas d'emploi, soit qu'ils soient trop âgés, soit que l'Etat-providence suffise à leur survie. Pour le coup, c'est une certitude : la crise économique mondiale va entraîner – ou a déjà provoqué – un drame social d'une ampleur inédite. Et avant qu'on invente de nouveaux palliatifs ou qu'une reprise économique vigoureuse se manifeste, il y aura du monde dans la rue, et pas forcément pour se promener.

Restons sur l'économie et l'affreux révélateur de la pandémie sur nos dépendances industrielles. La formule de Serge Tchuruk, alors PDG d'Alcatel en 2001, d'« entreprises sans usines », et partagée par nombre de dirigeants libéraux, s'est révélée d'une affligeante incongruité. Elle a accéléré la désindustrialisation de la France, devenue société de services et, pour l'essentiel, marchande de produits de luxe et réceptacle à touristes. Lorsque la Chine, où sont concentrées les productions de sous-traitance, a fait défaut, la rupture de la chaîne de valeur a mis en péril nos approvisionnements. Décréter dans un grand sursaut national que nous allons relocaliser relève du vœu pieux : avec quelles compétences, avec quels moyens techniques et financiers et à quel coût ? Autant de questions dont nous avons depuis longtemps la réponse. Sauf à innover dans des produits clefs de nouvelle génération et à abaisser radicalement les charges qui pèsent sur les entreprises (72 milliards d'impôts dits de production), on ne voit pas par quel miracle ce qui ne pouvait pas être fabriqué en France il y a six mois deviendrait soudain rentable l'année prochaine. Sur ce plan comme sur beaucoup d'autres, le monde de demain ressemblera furieusement à celui d'hier.

Mais il y a un sujet sur lequel j'ai la sombre intuition qu'il sera bien pire, c'est celui des individus. J'ai un avis différent de la bien-pensance commune sur l'exemplarité du confinement des Français : il a été plus subi qu'accepté, une discipline contrainte par la double peur agitée du virus et du gendarme. Il faut toutefois concéder à décharge de nos concitoyens que la communication gouvernementale n'a pas été d'une cohérence rassurante ! L'isolement a exalté la dérive individualiste qui est un des fléaux de notre société. La méfiance à l'égard de l'autre s'est accrue, allant jusqu'à la délation de personnes supposées dangereuses : infirmières, soignants, livreurs... La solidarité si vantée et applaudie est un épiphénomène monté en épingle par des médias avides de sensation. Dans la crise, l'être humain comme la société sont mis à nu et ce qu'ils révèlent de leurs anatomies n'est pas beau à voir.

A l'autre bout du spectre, l'Etat a démontré l'étendue de son impéritie. La crise, en prenant l'Etat par surprise, a renforcé l'idée qu'on se faisait de sa complexité, donc de sa lourdeur et de son inefficacité. Or, la crise sanitaire que nous traversons est exemplaire des crises mondiales du siècle qu'il va falloir affronter ; les crises climatiques qui nous attendent seront encore plus violentes. C'est donc toute l'organisation de l'Etat, ses strates innombrables et redondantes, son bureaucratisme normatif et inquisiteur, ses fonctionnaires routiniers et intouchables, qu'il va falloir secouer et entreprendre de recadrer. Le chantier est si vaste qu'on peut se demander si la tâche est réalisable, surtout avec un système politique aussi affaibli par des années d'errements.

Et sur quelles bases reconstruire ? Il faudrait d'une part un Etat autoritaire et gouvernant par ordonnances pour agir vite et fort, se passant alors de l'avis du Parlement et du soutien des corps intermédiaires ; d'autre part déconcentrer l'action publique pour coller aux réalités du terrain et le faire en accord – avec la confiance – des élus locaux et, de façon générale, avec les Français. Un écheveau de contradictions, ou de « en même temps » impraticables. Dans l'atmosphère de pré-guerre civile qui risque fort de régner à l'automne lorsque toutes les oppositions auront repris leurs marques, que le carnage économique et social fera sentir ses effets délétères, la chance d'une reconstruction de l'Etat sera quasi inexistante. La France de demain sera sans doute en grande difficulté politique, sociale et économique. Sauf miracle ! On peut toujours rêver...

Pourtant, nous avons aperçu ce qui nous fait tant défaut et qui a perdu sa place centrale dans notre république : la notion du bien commun. Le choc du libéralisme et le chacun pour soi d'un côté, l'utopie et la démagogie qui l'accompagne de l'autre ont en quelques dizaines d'années effacé non seulement ce qui nous faisait vivre ensemble – « faire société » dit-on – mais aussi la perception même du collectif, de nos contributions nécessaires à son égard, ce que les anciens appelaient les « devoirs ». Vaste sujet !

Samedi 23 mai – quid de la mondialisation ?

Là encore, contrairement à beaucoup d'observateurs myopes qui annoncent son déclin, ce que je comprends des événements c'est le triomphe de la mondialisation. Dans deux domaines aux effets opposés : la santé et la communication. C'est bien la mondialisation qui a provoqué l'épidémie qui a bouleversé le monde entier (180 pays) en trois mois. Sans le transport aérien, les voyageurs de commerce, les touristes, les réunions internationales et ce formidable nouvel épicode du monde qu'est la Chine, il est plus que probable – et c'est ce que nous croyions tous en janvier – que le coronavirus aurait comme ses ancêtres SRAS et autres H1N1 limité ses dégâts à son pays d'origine. Comme son nom l'indique, la pandémie est la face malheureuse de la mondialisation ; et à cause d'elle va-t-on s'interdire longtemps de profiter des facilités et avantages considérables du réseau

mondial ? Il est plus que probable que, après un temps de latence et avec d'infinies précautions, tous ces globe-trotters réanimeront le trafic mondial, le temps d'éliminer au passage les canards boiteux et les intrus.

S'il y a un domaine où la mondialisation est triomphante, c'est bien celui de la « com » ! Les GAFAM américains sont à la fois omniprésents et tout-puissants. Sauf en Chine il est vrai, où Alibaba, Tencent, Baidu et autres géants informatiques se satisfont d'un marché gigantesque, en attendant sans doute mieux...La pandémie, le confinement ont confirmé leur suprématie. La fameuse « distance sociale » n'est rendue possible que par le télétravail, les réunions Zoom et Skype, les commandes en ligne et les livraisons à domicile. Des procédures qu'on croyait réservées à quelques pays peu scrupuleux sur les libertés individuelles et la protection de la vie privée font florès un peu partout au nom de la sécurité ou de la santé. L'uniformisation par la technique nous guette, mais a priori, sauf si elle est employée à des fins contestables, la technique en soi ne devrait pas avoir de contre-indications.

Mais la pandémie peut-elle, par ses multiples conséquences, modifier le cours de la mondialisation, l'uniformisation des standards et, surtout, la monovalence de la chaîne de valeur dont la tension extrême met en danger les approvisionnements en produits indispensables. Certains, jugés stratégiques et donc « hors prix » seront rapatriés, mais ils seront peu nombreux car on ne peut d'un coup d'épaule renverser la logique économique ; d'autres, moins sensibles, verront leurs lieux de production diversifiés et mis en concurrence par une offre de transport élargie. Pour l'essentiel des produits courants, on peut faire confiance aux Chinois pour ne rien lâcher de leurs positions commerciales, d'autant que la crise sociale interne va tirer les coûts. Même pour les masques dont, après la pénurie, la surproduction va faire s'écrouler le marché. Tout cela n'empêchera pas les grandes déclarations et les coups de menton mais, sauf à la marge et en géopolitique où les ruptures risquent de se multiplier, la mondialisation économique et financière va très probablement poursuivre son cours.

Lundi 25 mai – l'avenir de la société

Là encore, il convient d'être prudent. Ce phénomène exceptionnel et surtout totalement imprévu que nous connaissons va-t-il tétaniser ou au contraire dynamiser nos systèmes sociaux ? Sans doute faut-il d'urgence « réparer les vivants », mais ensuite il sera nécessaire de ne pas se rendormir et de se pencher sur le système, sur la société, sur nos administrations et nos organisations. Tout cet ensemble, aussi malmené fut-il, a résisté à la tempête mais, je l'ai dit, les dégâts sont partout innombrables et on ne sait pas par où commencer pour le remettre sur pied et en ordre de marche.

Je crois en un principe : la relève...Quand un système dysfonctionne, réformer ne sert à rien de durable et de solide, car on ne fait que rapiécer ou colmater. Par souci d'économie et d'efficacité, mieux vaut « substituer ». Si

on fait l'analyse des maux dont souffre notre société depuis cinquante ans (voir Michel Crozier, Edgar Morin et les autres), on en conclut en général par un excès de bureaucratie (centralisme, formalisme, normatisme, réglementation...) et par un déficit de démocratie. Pourquoi ne pas profiter de cette opportunité pour horizontaliser (un peu) sinon les pouvoirs publics du moins le champ d'action de la « société civile » ? Je l'ai écrit dans ACTUEL il y a quelques mois, pour une société telle que la nôtre, le basculement des capacités d'action vers la société civile – les associations en général – est une des dernières chances qu'il nous reste de responsabiliser à nouveau les citoyens, de désengorger les administrations de tâches pour lesquelles elles n'ont ni vocation ni compétence, de solidariser les générations, bref de profiter à la fois de l'individualisme, de la disponibilité et du vieillissement de la population pour remettre la pyramide sur son socle et affûter son sommet. Dans le cours normal des choses, les habitudes sont trop ancrées et les intérêts particuliers si solidement établis qu'il devient extrêmement difficile et périlleux de s'essayer à réformer. Et si, dans cette situation tendue, on laissait les brides un peu longues à la société pour qu'elle se laisse aller dans son propre champ, là où elle était surveillée et sous-employée, pour prendre à sa charge une part de la vie sociale, celle qui ressort de l'entraide et de la solidarité. Quel que soit leur dévouement, les services publics ne seront jamais à la hauteur des besoins des populations locales que seuls leurs représentants sauront calmer ou satisfaire. Dans les communes, sous la tutelle des maires, le réseau associatif déjà si important peut être revisité en privilégiant une catégorie particulière d'associations, les « associations à but social ». Encadrées par des bénévoles, disposant d'un budget délégué, excluant tout prosélytisme ou toute intention idéologique, ces associations pourraient devenir le bras social des maires. Si l'on avait disposé d'une telle organisation, les « gilets jaunes » ne se seraient jamais manifestés, du moins sous leur forme anarchique. La société française a besoin de se retrouver et ce au plus près du terrain, « au contact » comme diraient les militaires.

L'analyse qu'on a tous pu faire des manquements du système de santé peut se résumer en un point : avoir fait « une offre de soins » alors que la population exprime « une demande de santé », selon Frédéric Bizard (*Le Cercle des Echos*). Tous les pays qui disposent d'un véritable système de santé, du médecin de ville (ou de campagne) qui connaît et soigne la population jusqu'aux divers hôpitaux qui accueillent les « malades » sont parvenus à maîtriser rapidement l'épidémie et à limiter les décès. Les autres, dont nous sommes qui ont abandonné la médecine de ville pour se focaliser sur le « grand hôpital » ont eu les résultats désastreux que nous connaissons. Il ne s'agit donc pas, au cours du « Ségur de la santé », de retaper l'hôpital mais bien de reconstruire un système de santé cohérent, efficace et humain – et si possible pas trop ruineux pour nos finances.

Une dernière remarque qui concerne le « management ». Arrive une épidémie et toutes (ou presque) les belles théories managériales volent en éclats ! Les grands chefs militaires l'ont maintes fois prouvé dans

l'histoire : toute organisation dépend des circonstances, aucune n'est gravée dans le marbre et sa qualité première est l'adaptation ; ainsi de l'ordre oblique de Frédéric II, des corps d'armée de Napoléon, des divisions blindées de la Wehrmacht ou des groupements tactiques de Leclerc. A la suite de cette crise sans précédent pour les entreprises, où peut-être une ou deux sur trois d'entre elles vont devoir se remettre en question, leur capacité d'adaptation et leur souplesse d'organisation seront les deux leviers décisifs. Le télétravail n'est que le bout émergé d'un iceberg qui n'a pas fini de bouleverser les modes de fonctionnement des entreprises.

Jeudi 28 mai – un monde sans tête

Comme le canard qui continue de marcher après qu'on lui a coupé la tête, ainsi va la vie internationale. C'est le premier sujet d'inquiétude et qui date d'avant la pandémie. Mais peut-être celle-ci, en mettant le monde à genoux, sera-t-elle salvatrice ? Rendra-t-elle aux Etats la conscience de leur interdépendance quasi-définitive et de leur embarquement sur le même bateau. On verra, en septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, si le dialogue peut reprendre sur un mode constructif. Mais, quoi qu'on pense du « machin », comme le traitait peu plaisamment le Général de Gaulle, après une telle crise, à supposer qu'elle soit alors derrière nous, tenter de recoudre le tissu international me semble être d'une absolue nécessité.

Cela n'empêchera pas le ton de monter entre les deux Grands que sont la Chine et les Etats-Unis. Les Américains voudront certainement, avant le mois électoral de novembre, profiter de la situation difficile dans laquelle se trouve l'Empire du Milieu pour exploiter ses faiblesses. Sans doute disposent-ils, grâce aux transfuges et à leurs intelligences dans la place, d'informations de première main sur l'ambiance qui règne au Bureau politique du Parti. Mais cela ne sera pas suffisant pour déstabiliser XI Jinping qui n'a, semble-t-il, pas entendu voler une mouche lors de la réunion des « deux assemblées ». En dehors de la décision attendue de la reprise en mains de Hong Kong, les deux nouvelles inquiétantes de cette grand-messe du PCC sont d'une part sur le front intérieur l'abandon de toute notion d'objectif économique pour 2020 et 2021 par le Premier ministre Li Keqiang, d'autre part l'invocation d'une « nouvelle guerre froide » au sujet des relations sino-américaines par le pourtant très mesuré ministre des Affaires étrangères Wang Yi. On peut considérer aujourd'hui que le premier volet du traité commercial signé en janvier de cette année est déjà caduc et que le Président américain va continuer de mettre la pression sur les dirigeants chinois, ne serait-ce que pour encourager la sinophobie qui se répand en Amérique et, surtout, flatter son électorat. Ce jeu est-il dangereux ? C'est toujours dangereux de jouer avec des explosifs, d'un côté comme de l'autre. Mais, véritablement, ces deux pays sont tellement entrelacés depuis maintenant quarante ans, tant sur le plan économique que technique et culturel, ils ont tellement besoin l'un de l'autre, qu'on ne voit pas par quelle aberration ils pourraient en arriver aux extrêmes. D'autant que ces extrêmes ne le sont pas ; j'ai dit ce qu'il en était de l'interdiction de la guerre nucléaire et pour le reste, sur le plan militaire, aucune des deux armées n'est en mesure de soutenir un conflit d'une telle envergure. La guerre n'aura donc pas lieu et surtout pas en invoquant Thucydide et son piège supposé. L'Amérique de Trump n'est pas l'Athènes de Démosthène et la Chine n'est pas Sparte. Le différend se réglera autrement, les dirigeants actuels ne sont pas éternels. La bonne idée serait que l'Europe, placée au pied du mur par la crise, reprenne conscience de la chance historique qui se présente, celle de jouer le « troisième pied du tabouret » que j'appelle de mes vœux depuis tant d'années.